



Critique Socialiste
Numéro 42 - 1^{er} trimestre 1982
Pages 7 à 17

I. - Gouvernement socialiste et autogestion

Gouvernement et autogestion

Bernard RAVENEL

En accédant en mai-juin 81 à la responsabilité du gouvernement la gauche française — et en particulier le P.S. — se trouve dans une situation difficile et même dangereuse.

En effet porteuse d'espoir pour des transformations profondes de la société qui doivent assurer dans un premier temps une amélioration matérielle des masses touchées par la crise économique, la gauche française, pour y parvenir, doit surmonter d'énormes difficultés.

Difficultés internationales d'abord : l'environnement international est hostile et souhaite aboutir soit à une capitulation du gouvernement soit à un compromis qui mettrait en cause les objectifs de transformation ou de réformes les plus significatifs (nationalisations), c'est-à-dire ceux qui portent directement atteinte au pouvoir économique du Capital ; difficultés internationales aussi dans la mesure où la crise des modèles, tant ceux issus de la social-démocratie que ceux issus du stalinisme, supprime toute référence à

l'expérience en cours. Celle-ci se trouve contrainte à chercher à partir d'elle-même des solutions nouvelles aux problèmes posés par une crise multiforme et une partie inédite du système capitaliste...

Difficultés intérieures d'autre part : parce qu'il s'agit de faire au mieux pour éviter de donner trop de troupes à l'adversaire de classe et aussi et surtout parce que, contrairement aux apparences, la gauche politique et syndicale française reste profondément divisée et n'offre donc pas aux couches sociales intéressées au changement (« le bloc social anti-capitaliste »), les éléments d'une politique unifiante — d'un programme — susceptibles de rassembler et de mobiliser les masses.

De son côté, la mouvance d'extrême gauche, elle-même profondément en crise, n'envisage que les luttes sans tenter à lier ses objectifs à un programme qui tienne compte de manière même approximative des rapports de force tant sur le plan interne qu'extérieur. Ayant intériorisé la défaite politique, habituée à opposer frontalement mouvement et institutions. Elle n'apporte que des réponses toutes faites et inopérantes aux problèmes posés par la transition au socialisme dans un pays capitaliste avancé.

C'est dans ce contexte difficile, plein de risques, que se pose avec l'accès de la gauche au gouvernement la question de l'utilisation de classe des institutions gouvernementales, c'est-à-dire, en dernière analyse, de l'appareil d'Etat « bourgeois ». Ainsi réapparaît dans toute son ampleur le thème classiquement marxiste de la transition dont le centre est et reste le problème de l'Etat.

La gauche au pouvoir prouvera-t-elle sa capacité à maîtriser et à dominer les mécanismes d'une société de capitalisme avancé et à mettre en œuvre une politique efficace et crédible de changement ?

Une situation nouvelle

Les actuelles difficultés rencontrées par la politique du gouvernement Mauroy montrent la nécessité d'approfondir l'orientation de la politique institutionnelle de la gauche. Cette nécessité apparaît d'autant plus urgente à un parti comme le PSU que, depuis sa naissance, il y a plus de vingt ans, il a été contraint de mener une politique d'opposition frontale aux différents gouvernements de droite qui se sont succédé depuis 1960. Aujourd'hui, avec les grands partis de gauche au pouvoir, il doit sortir de sa tranchée, prévoir une politique plus articulée et la situer dans une optique de gouvernement.

Le caractère inattendu de la victoire de la gauche (au PSU aussi on avait intériorisé l'échec de la gauche) a laissé ce parti mal préparé et désarmé face à la situation nouvelle qui s'est créée : d'où les tentations opportunistes, d'où aussi les réflexes dogmatiques.

La nouveauté est d'autant plus déconcertante que le changement politique en France n'a pas, comme en 36 ou comme dans

d'autres expériences comparables, entraîné une explosion sourde. Plus même, tout apparaît comme si le système institutionnel gaulliste, centralisé et présidentiel, pourrait permettre et même favoriser la mise en place de réformes profondes se situant dans une perspective socialiste (les nationalisations). Tout se passe comme si la primauté revenait aux formes politiques traditionnelles : l'élection, les appareils de partis, les institutions étatiques, le Parlement, l'administration bureaucratique... L'absence — durable — de toute mobilisation sociale consécutive à la victoire politique montre bien l'impact dans les forces ouvrières et populaires des mécanismes de délégation de pouvoirs.

Alors il faut bien reconnaître que nous avons surestimé les possibilités des travailleurs d'affirmer, en dehors du bulletin de vote, une intervention autonome, spécifique, se situant, par ses propres formes d'organisation dans le sens du contrôle et de l'auto-gestion. Une vision trop linéaire, simpliste, qui voyait dans la foulée de la victoire électorale un développement impétueux de la mobilisation populaire est à remiser au magasin des idées reçues sous peine de graves erreurs d'interprétation et d'orientation...

Il faut donc se demander quelles sont les tendances en action, quelle est la dynamique réelle dans la situation créée par la venue au pouvoir de la gauche traditionnelle — et surtout au PS — en France.

Un rappel — bref — des grandes lignes du contexte économique, politique et idéologique dans lequel est survenue la victoire de mai et qu'il faudra confronter avec les problèmes « théoriques » — en réalité politiquement très concrets — posés par la gestion du gouvernement.

Crise : aspirations anciennes et aspirations nouvelles

La crise a provoqué un ensemble de phénomènes variés qu'on ne peut que rappeler brièvement : chômage structurel en accroissement certain, inflation permanente, dégradation et gâchis du milieu naturel (rôle du nucléaire, gaspillage des ressources du Tiers-Monde). *C'est le modèle de développement lui-même qui est désormais en cause.*

D'autre part, si le système capitaliste ne paraît pas à la veille de son écroulement, il apparaît de plus en plus évident qu'une reprise réelle de son fonctionnement suppose des processus de restructuration radicaux et douloureux et qui comportent quatre séries de conséquences :

— D'abord une remise en cause de nombreux acquis sociaux issus de la période du capitalisme de « bien-être » : emploi, conditions de vie, protection, santé...

— Sur le plan social, la désagrégation sociale induite par la crise et la restructuration patronale coûtent très cher au prolétariat en terme d'unité de classe : division entre chômeurs et non-chômeurs, entre statut garanti et statut précaire, avec toutes les variantes possibles...

— Une accentuation de l'autoritarisme : la classe capitaliste veut avoir les mains libres pour mener sa politique de restauration économique qui exige de diminuer toutes les entraves économiques, sociales et politiques (pouvoir des organismes élus et des syndicats) pour pouvoir licencier massivement et maîtriser davantage l'organisation du travail dans l'entreprise (cf. Peugeot...).

— Sur le plan extérieur enfin, la recherche forcenée de débouchés et de marchés exaspère les contradictions et les rivalités internationales.

Dans le contexte mondial, l'économie française ne peut envisager d'être entraînée par l'expansion générale et doit plutôt s'attendre à une généralisation internationale de la crise.

Il est facile de conclure que dans les dernières années les processus de restructuration en cours annoncent une aggravation de la crise structurelle du système.

Cette situation a cependant rencontré des obstacles : malgré tout, la classe ouvrière française a résisté pied à pied ; de Lip à la sidérurgie, elle a opposé au patronat une forte résistance ; la poussée de la gauche jusqu'en 1977, tant sur le plan unitaire (Programme Commun) qu'électoral (les municipales de 1976) en a été à la fois un facteur et une conséquence.

Cette résistance ouvrière a été accompagnée, parallèlement en quelque sorte, par le développement de « nouveaux mouvements sociaux » (féministes, écologistes, etc.) porteurs d'une critique radicale du productivisme, des institutions de base de consensus social (famille, école, morale traditionnelle...).

Et l'on peut dire que la victoire politique de mai 81 a été permise par la *jonction sur le plan électoral de ces deux forces* (sans oublier une partie de la bourgeoisie anti-Giscard).

Mais cette victoire ne doit pas faire oublier les faiblesses de ce « bloc » qui s'est trouvé derrière Mitterrand. En effet, la classe ouvrière a mené une résistance fragmentaire, revendicative et catégorielle sans l'articuler sur une perspective alternative en matière de politique économique ou même de contrôle (sur l'emploi ou sur les investissements).

D'autre part, les nouveaux mouvements sociaux n'ont pas réussi à relier de manière mutuellement enrichissante leurs préoccupations

à celles des travailleurs menacés ou « cassés » par la crise. Les formes éclectiques de leur intervention, leur difficulté à se transformer en organisation stable en termes de militants et de projet bien défini en sont responsables. En fait, ces mouvements, s'ils ont permis une avancée idéologique réelle et profonde, n'ont pu modifier ou renouveler la stratégie d'ensemble de la lutte contre le système économique en place.

La conquête du gouvernement de l'Etat par la gauche ne doit pas masquer la fragilité de son bloc social et des niveaux politiques sur lesquels elle s'est appuyée pour gagner. Le contexte international, l'absence d'unité politique, l'insuffisance du programme, l'absence d'un mouvement de masse qui puisse modifier par sa mobilisation les rapports de force réels imposent un cadre très contraignant.

La question est donc de savoir si et dans quelles conditions il est possible de modifier ces limites dont les conséquences peuvent être dramatiques pour tous.

Actualité de la transition ou transition à la transition ?

Selon Gramsci, la notion de transition suppose la réalisation d'une situation historique marquée par deux caractéristiques essentielles :

1. Un bloc social anti-capitaliste contrôle et utilise le pouvoir d'Etat — dont le gouvernement n'est qu'un morceau — pour donner une issue positive à la crise du système, pour transformer la société tout en contribuant à unifier et à transformer les différentes couches sociales concernées par le processus de changement ;

2. L'utilisation de l'appareil d'Etat doit être au plus vite une destruction-reconstruction de l'Etat lui-même à la fois pour empêcher la constitution d'un autre pouvoir dominant et pour faciliter l'évolution même du processus enclenché.

Cela dit, il faut bien reconnaître, avec l'expérience « soviétique » et les expériences social-démocrates que ce processus idéal ne s'est *jamais* réalisé. Chaque fois qu'une force ouvrière s'est emparé du gouvernement et de l'Etat elle a empêché toute articulation démocratique entre mouvement social et Etat. L'issue en a été l'établissement d'un régime étatiste autoritaire (URSS) ou — expériences social-démocrates — on s'est résigné à gérer et améliorer la société capitaliste sans la modifier au fond.

Pour le « cas français », en fonction des critères ainsi définis et de la situation concrète résumée plus haut, on s'aperçoit vite que nous sommes assez loin encore de la période de transition. C'est bien de « transition à la transition » qu'il faut parler pour caractériser la phase actuelle.

On prend alors conscience qu'une alternative autogestionnaire ne peut se dessiner qu'à partir du moment où dans le domaine économique et institutionnel, un certain nombre de conquêtes et de transformations concrètes sont acquises à partir desquelles le « bloc anticapitaliste » peut se consolider, s'unifier, se donner des instruments spécifiques y compris pour mieux résister à la contre-offensive de l'adversaire de classe. C'est tout le problème du choix et de la qualité des objectifs intermédiaires — et aussi des moyens — à mettre en œuvre le plus vite possible par un gouvernement de gauche.

Dans quelle mesure les réformes proposées par le gouvernement et les modalités de leur application (nationalisations, décentralisation, en particulier) permettent-elles ou non des modifications substantielles du système économique et institutionnel à partir desquelles peuvent se renforcer les positions de pouvoir des forces sociales et politique de la « majorité populaire » ?

On saisit alors la portée révolutionnaire d'une utilisation adéquate de l'instrument « gouvernement » pour imposer les modifications qui impliquent d'une manière ou d'une autre l'ensemble de la société et des institutions.

La question se pose de savoir quelle est la « masse critique » nécessaire de réformes initiales qui, sans se situer d'emblée dans une perspective de « rupture révolutionnaire », crée cependant les conditions d'un certain « non-retour » et s'orientent clairement vers l'objectif du socialisme autogestionnaire. En somme, *quel ensemble de mesures ouvre la voie à la transition elle-même ?...*

Dans l'immédiat, la réflexion doit s'orienter selon les questions suivantes : quels sont et comment peuvent se réaliser les éléments indispensables, les structures institutionnelles, l'organisation productive, les alliances, pour qu'un processus de transition s'enclenche et ne soit pas rapidement minoritaire face à la réaction de l'adversaire ?

Plus concrètement, comment, sur quels contenus, selon quels rythmes, avec quelle liaison avec les masses, le gouvernement doit-il agir pour avancer ? Deux points nous paraissent acquis :

Il faut considérer que les conditions objectives et subjectives de la transition ne peuvent être réunies qu'après de premières modifications structurelles sur lesquelles il sera possible de s'appuyer pour avancer. Mais, et c'est le deuxième point, ces modifications substantielles ne peuvent à la fois être effectuées et changer le rapport *réel* des forces *que si le gouvernement facilite la prise en charge de ces réformes par les forces sociales intéressées.*

Ainsi peuvent se créer les conditions d'un mouvement social

qui ne se limite plus au domaine de la revendication mais qui s'oriente vers la pratique du contrôle.

Gouvernement, programme et autogestion

Les difficultés rencontrées par le gouvernement Mauroy pour modifier un système économique et étatique aussi compact qu'est le système français montrent la nécessité vitale de disposer d'un projet global de transformation et de la mise en place de moyens susceptibles de le faire avancer de manière efficace. Ces deux conditions sont d'autant plus nécessaires à réunir qu'un premier ensemble de transformations ainsi proposées — y compris celles du projet socialiste — rencontrera des difficultés pour réaliser la mobilisation et le consensus nécessaires. En effet, cette politique demande pour une partie des couches concernées certains sacrifices immédiats, lèse des intérêts catégoriels, heurte des habitudes acquises. D'où la nécessité d'une définition cohérente — discutée le plus collectivement possible — des choix économiques, des transformations structurelles, des moyens pour y parvenir.

Ce programme qui définirait les fondements d'une transition vers un autre modèle de développement ne peut être qu'un « programme commun » unitaire mais il ne peut ressembler ni dans son contenu ni dans ses modalités d'élaboration au défunt P C G...

Au lieu d'être une négociation d'état-major politique, il doit être le fruit d'une collaboration de l'ensemble des forces sociales organisées qui ont intérêt au changement : partis, syndicats, nouveaux mouvements sociaux, groupes spécialisés (économie, culture, Tiers-Monde, etc.). Les difficultés de cette méthode sont réelles, elles ne sont pas, si la volonté politique existe, insurmontables. En 1935, pour réaliser le programme du Front Populaire en France, en 1970, au Chili, pour le programme de l'Unité Populaire, on avait commencé à montrer la voie. Il doit y avoir le moins de séparation possible entre ceux qui élaborent un programme et ceux qui auront à le réaliser. Telle est la conception autogestionnaire...

Pour le contenu, on ne peut qu'évoquer, en fonction de l'expérience historique, y compris celle du PSU (avec le programme de Limoges de 1978 U.P.T.A.), un schéma de raisonnement et les objectifs considérés comme prioritaires sur lesquels orienter la réflexion et l'action.

Quatre domaines nécessitent selon nous une approche approfondie et qui est loin d'être achevée dans la gauche française.

1. D'abord face à la contrainte internationale, il faut réfléchir ensemble sur les moyens de se donner, sans fermeture autarcique, les instruments nécessaires garantissant une autonomie réelle du mo-

dèle de développement. : quel rôle pour le secteur public, pour le plan dans cette perspective ? Cette réflexion, commencée dans « *L'Utopie réaliste* » est d'autant plus nécessaire qu'il est de plus en plus clair que le changement de modèle de développement est impossible sans modifier la place de l'économie française dans la division internationale du travail.

2. Comment élargir au maximum l'emploi productif à la fois par une réduction massive du temps de travail et par une orientation sélective des investissements, pour des raisons économiques évidentes (cf. la brochure « Vers les 30 heures »), mais les raisons sociales et politique sont aussi pressantes. En diminuant les effets de la division entre travailleurs occupés et chômeurs, les conditions d'une mobilisation populaire unitaires sont mieux réunies. Cet élargissement de l'emploi productif ne peut que s'accompagner d'une *reconversion de l'appareil productif lui-même* : travail très difficile et indispensable car il s'agit de modifier un appareil économique historiquement déterminé par une certaine division internationale du travail et par une structure interne de revenus et de la consommation.

3. Parallèlement il s'agit de s'orienter vers une modification structurelle de la consommation.

Comment favoriser le développement et la transformation des consommations collectives correspondant aux besoins sociaux réels (santé, formation, habitat, transport) au détriment des gâchis et des inégalités entraînés par la privatisation de la consommation ?

Il faut envisager aussi le fait que la satisfaction de ces besoins collectifs offre des perspectives nouvelles à la production industrielle elle-même. Alors que dans les années 60, l'auto, l'électroménager, l'accès à la propriété du logement avaient été les bases d'entraînement de l'économie, avec toutes leurs conséquences dans la vie quotidienne, la réorganisation de la vie — changer la vie — passe par l'autogestion des services.

Il ne s'agit donc pas de définir une série de réformes et de revendications matérielles au niveau central (des écoles, des hôpitaux, des crèches, des logements, des transports), il s'agit d'offrir ces structures au contrôle et à la gestion des collectivités concernées. Perspectives qui prennent en compte la dimension de la critique écologiste (pollution urbaine, santé, transports) et de la critique féministe (atomisation de la vie quotidienne, isolement des individus, des familles et des couples, ennui au travail ménager... Ces formes d'autogestion liées à la gestion de ces services — telles que le mouvement alternatif en RFA les préfigure — impliquent en particulier les femmes, les retraités, les travailleurs disposant de temps libre, les étudiants, etc. et peuvent libérer des énergies créa-

trices extraordinaires. Cette « expérimentation sociale », rompant la vieille opposition temps de travail salarié et aliéné et temps libre vide, serait un levier de transformation du mode de consommer et tout simplement de la façon de vivre.

Enfin, 4^e élément de ce schéma programmatique, c'est la transformation de l'Etat dans la direction non d'une simple décentralisation territoriale mais dans celle d'une *prise en charge progressive des fonctions jusque-là dévolues à l'Etat par les groupes sociaux*.

Il ne s'agit pas non plus de garantir seulement une croissance des droits démocratiques — ce qui est déjà bien — mais de faciliter la capacité d'intervention et de contrôle permanent des masses sur les choix économiques et sur la gestion des différents appareils d'Etat (appareils de formation, d'information, de répression).

Et pour ne parler que de ce dernier type d'appareil (police, armée), deux lignes se heurtent : ou l'on prépare un affrontement par l'armement direct du peuple et la préparation de l'insurrection ou l'on construit les conditions d'un contrôle ou d'une neutralisation des appareils. D'où l'importance d'une politique institutionnelle qui relie la défense des droits démocratiques à l'intérieur de ces appareils et la remise en cause de leur caractère *séparé* vis-à-vis de la société civile. De ce point de vue, le développement d'une organisation comme Informations sur les Droits des Soldats (I.D.S.) répond à une nécessité vitale...

Ainsi les orientations programmatiques montrent par elles-mêmes le rôle moteur que doit jouer, y compris dans la phase de gestion du gouvernement par la gauche, le mouvement social à la fois pour modifier les rapports réels des forces et pour ouvrir la voie à l'autogestion. Du gouvernement à l'auto-gouvernement... Ce qui suppose, bien sûr, un progrès qualitatif du mouvement social qui doit passer du stade de la revendication à la pratique du contrôle...

La perspective autogestionnaire aujourd'hui

— Le gouvernement socialiste doit, dans des conditions inédites, résoudre le rapport entre direction politique et mouvement social. Ce problème a toujours été le point crucial des expériences de gauche menées jusque-là. C'est son absence de solution qui, en dernière analyse, explique leur échec. En effet, entre politique gouvernementale et mouvement des masses il y a eu dans le meilleur des cas — juin 36 — parallélisme, pression, mais jamais une véritable interaction permettant d'enclencher un processus de transformation... Les limites du programme gouvernemental des partis de gauche ajoutées à une faible politisation du mouvement social

peu apte aux pratiques de contrôle ont abouti à la dégénérescence et à la défaite.

Aujourd'hui, avec le gouvernement Mauroy, la tendance est plutôt à chercher à résoudre le problème — ou plutôt à l'éviter — en séparant délibérément — et c'est un choix lourd de conséquences — politique et mouvement. On cherche, au niveau économique un compromis avec des secteurs du capital dans l'espoir d'obtenir à la fois une croissance économique utilisant les ressources d'une manière plus rationnelle, une vie sociale plus démocratisée (rapport Auroux) et une certaine stabilisation politique. Sur le plan des rapports entre mouvement social et Etat, il s'agit de laisser au mouvement syndical une sorte de contre-pouvoir revendicatif pendant que, parallèlement, le parti dominant se fait plus « Etat », plus « national ». Ainsi s'institue une séparation systématique entre le politique et le social, entre démocratie parlementaire et lutte sociale. On peut, raffinement suprême, ajouter un secteur limité et ponctuel où pourra s'épanouir l'expérimentation sociale...

En fait, on constate, pour le moment (novembre 1981), une incapacité objective à parvenir par ce mode de pouvoir à des transformations durables et profondes dans le domaine de l'économie et de l'Etat (nationalisation et décentralisation). Le mouvement social se replie, se limite à la revendication immédiate. Déçu dans ses attentes, il peut rendre la société ingouvernable. Le pouvoir politique privé d'un consensus actif n'aura même plus alors la possibilité de réaliser ses objectifs de croissance et de nationalisation.

La perspective autogestionnaire suppose un renversement complet de cette conception de gouvernement. Si l'on veut créer les conditions d'une « transition à la transition », c'est dans une direction opposée qu'il faut peser pour orienter la politique du gouvernement, c'est-à-dire lier le plus possible Etat et mouvement politique et économie.

En particulier la lutte syndicale et sociale, dans une période où les travailleurs ont « un gouvernement à eux », ne peut être conçue de la même manière que lorsque la classe ouvrière, face à un gouvernement bourgeois, se sent étrangère aux problèmes de l'Etat et de l'intérêt général. Cela suppose là aussi un changement profond dans la façon de concevoir et de mener une stratégie syndicale. Comment lier revendications, choix économiques et exigence de contrôle dans le domaine de la production et dans la société d'une manière générale ? Comment et selon quel itinéraire les forces sociales peuvent-elles conquérir une capacité de gouvernement ?

Comme l'écrit J.L. Moynet : « Les travailleurs sont jusqu'à présent enfermés par les patrons dans un espace étroit, privés de la

possibilité d'échanger, de s'approprier une capacité élargie, de maîtriser les procès productifs. La lutte pour qu'ils deviennent, par une socialisation non équivoque, des producteurs associés plus que des exploités, des créateurs plutôt que les esclaves des machines est celle qui, à terme, décidera s'il y a ou non changement dans la production et la société » (1).

Plus actuel que jamais, l'apport de Gramsci nous enseigne qu'en Occident la « révolution » est un processus prolongé, n'excluant pas des reculs, à travers lequel prend forme dans la société actuelle, y compris à partir des premières transformations opérées par un gouvernement de gauche, l'alternative d'une société nouvelle. Certes la « crise révolutionnaire » reste à l'horizon mais elle se produira de manière plus « détournée » moins directement « politique » — elle ne peut se confondre avec la conquête du pouvoir étatique par les partis — ; elle ne peut être que le fruit d'un processus social prolongé, démocratique, réalisant à chaque moment un consensus majoritaire et dans lequel fins et moyens, social et politique, mouvement et gouvernement, seront intimement liés.

(1) Quelle réponse à la crise peut changer la vie ? Le Monde, 3 juillet 1981.